



Independent observer
of the Global Fund

PREMIERS EFFETS DU NMF JUGÉS DÉCOURAGEANTS PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA RÉGION EECA

Des groupes de la société civile de la région de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale (EECA) se livrent encore à de sombres pronostics au sujet de l'impact qu'aurait une contribution réduite du Fonds mondial sur la réduction des risques et d'autres activités mises en place dans le cadre du nouveau modèle de financement.

Dans une lettre ouverte signée par 24 groupes de la société civile envoyée mi-novembre au Président du Conseil d'administration du Fonds mondial, le Dr Nafsiah Mboi, le Réseau eurasiatique de réduction des risques demande la révision urgente de la méthodologie d'allocation du NMF afin de maintenir le niveau des fonds alloués aux pays à revenu intermédiaire confrontés à une charge de morbidité croissante liée au VIH.

En appliquant la méthodologie d'allocation du NMF pour la période 2014-2017, le Fonds mondial cherche à redistribuer les fonds vers les pays les plus touchés par les maladies et les moins à même de payer – une nouvelle attribution des ressources qui, dans l'ensemble, a redirigé la majeure partie des fonds des pays de la région EECA vers les pays d'Afrique subsaharienne.

Mais pour ces groupes travaillant dans la région EECA, cette classification en tant que pays à revenu intermédiaire assombrit la perspective que la réduction des risques et les activités ciblant les populations clés – dont les prostituées, les homosexuels et les consommateurs de drogues injectables – reçoivent le soutien financier dont ils ont besoin dans le contexte de budgets nationaux déjà très serrés. Ils ne cachent pas que cela pourrait entraîner une nouvelle vague d'épidémie dans la région, qui est la seule à enregistrer une augmentation significative de la prévalence du VIH.

D'après la lettre, le calcul du montant des allocations « uniquement en fonction de la charge de morbidité et de la capacité de payer ne tient pas compte des défis spécifiques liés aux épidémies concentrées dans les [pays à revenu intermédiaire]. Par conséquent, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui représentent 18 % de la charge de morbidité mondiale ne reçoivent que 1,2 milliard US\$, soit 8 % des fonds disponibles dans le cadre du NMF. Les pays ne devraient pas être sanctionnés à cause de leurs déclarations de revenus et de leurs progrès déjà accomplis en matière de prévention et de traitement du VIH grâce au soutien du Fonds mondial ».

Les groupes de la société civile sous l'égide du Réseau eurasiatique de réduction des risques s'inquiètent également de l'absence de débat lors des dialogues nationaux, même en ce qui concerne la contribution réduite du Fonds. Ils mettent en garde que les groupes communautaires seront progressivement exclus des discussions et les pouvoirs publics s'accapareront le débat et influenceront sur les processus d'élaboration des politiques au moment crucial où la société civile doit faire entendre sa voix sur le retrait progressif du soutien financier du Fonds mondial.

Pour la plupart des pays de la région, selon la lettre ouverte, le NMF produit exactement l'effet contraire à l'objectif recherché : le dialogue participatif mettant en exergue les droits de l'homme et les populations clés est bafoué par la réduction des fonds disponibles.

Quatre pays (le Kirghizistan, l'Ukraine, la Russie et la Roumanie) ont été confrontés à des problèmes considérables pour maintenir le niveau des services de réduction des risques disponibles.

Au Kirghizistan, peut-on lire, « l'application de la méthodologie du NMF pourrait se traduire par une baisse de près de 50 % du montant total annuel des fonds consacrés à la prévention et au traitement du VIH (de 9,5 millions US\$ en 2014 à 6,8 millions US\$ en 2015, et entre 4 et 5 millions US\$ en 2016). Cette baisse ne peut que nuire à l'efficacité des ripostes aux épidémies de VIH et de tuberculose, et contribuer à la propagation des épidémies de VIH, de tuberculose et de VHC [hépatite C] parmi les consommateurs de drogues injectables et l'ensemble de la population ».

« Nous vivons dans un environnement aux ressources limitées mais également dans un contexte politique difficile, nous le savons. Les pays et les donateurs sont de plus en plus sollicités pour répondre aux besoins de tous sur la scène de la santé publique », d'après la lettre. « Il convient de renforcer la coordination et la collaboration entre le Fonds mondial, les gouvernements donateurs, les gouvernements récipiendaires, les groupes de la société civile et les communautés pour préparer et assurer la transition vers une riposte responsable et durable au VIH et à la tuberculose. Nous voulons préserver ce qui a été fait de bien jusqu'ici ».

Face au problème, Nicolas Cantau, responsable régional du portefeuille du Fonds mondial pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, déclare : « Notre stratégie visant à accroître l'impact au cours de la période d'allocation actuelle consiste à mettre l'accent sur les pays les plus touchés et les moins à même de payer. Toutefois, les montants alloués par le Fonds mondial aux pays de la région EECA pour les trois prochaines années sont équivalents aux montants décaissés entre 2010 et 2013. Nous travaillerons en collaboration avec les entités chargées de la mise en œuvre et les partenaires pour faire en sorte que la prévention, la réduction des risques, le traitement et les soins apportés aux populations clés soient inclus et financés par les programmes nationaux de lutte contre le sida au niveau approprié afin de lutter durablement contre la maladie ».

[Read More](#)
